Saint-Georges-de-Commiers : finances de la commune

Commune · Isère (38) · 2 724 habitants · tranche 2 000 à 3 499 habitants · comptes 2025

Pour l'exercice 2025, Saint-Georges-de-Commiers affichait un encours de dette de 2,4 M€, soit 893 € par habitant, une épargne brute égale à 3,3 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 31 ans.

Dette par habitant
893 €
2,4 M€ au total

Capacité de désendettement
31 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d'épargne brute
3,3 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
840 € / hab.
2,3 M€ au total

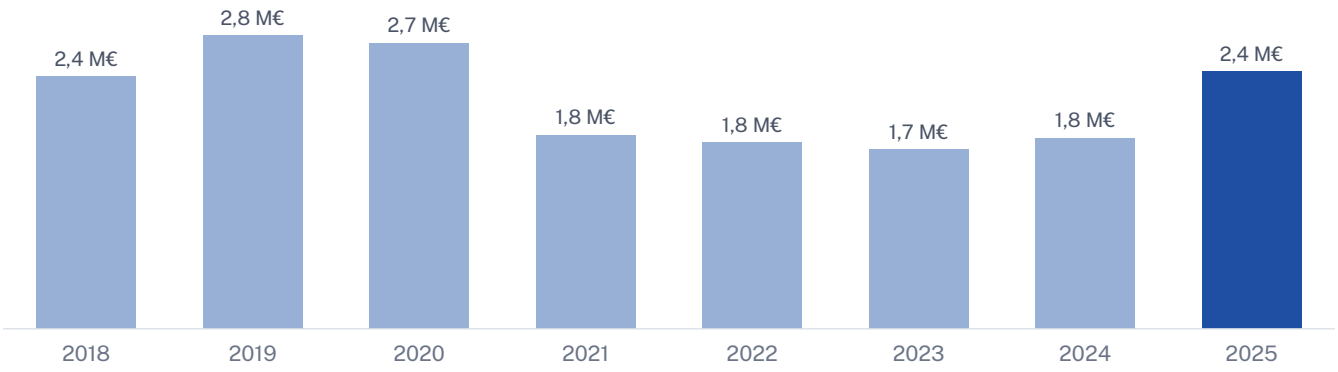
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l'exercice 2025 publiés par l'OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 2 290 communes de 2 000 à 3 499 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n'est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d'être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	840 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	41,9 %	352 € par habitant : un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Lui reste-t-il de l'argent en fin d'année ?	3,3 %	29 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d'analyse financière, non réglementaire) (Sous le seuil d'alerte).
Est-elle endettée ?	893 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Au-delà du plafond).
Investit-elle ?	132 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Combien rapportent les impôts locaux ?	651 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette était de 2,4 M€ en 2018 comme en 2025. Valeur la plus haute : 2,8 M€ en 2019 ; la plus basse : 1,7 M€ en 2023.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	2,4 M€	37,4 %	2,2 ans	1,3 M€
2019	2,8 M€	18,3 %	5,6 ans	1,5 M€
2020	2,7 M€	1 %	148 ans	699 k€
2021	1,8 M€	31,6 %	1,8 ans	654 k€
2022	1,8 M€	30,7 %	2,4 ans	914 k€
2023	1,7 M€	21,7 %	3,4 ans	835 k€
2024	1,8 M€	-22,4 %	—	492 k€
2025	2,4 M€	3,3 %	31 ans	359 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Saint-Georges-de-Commiers	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	893 €	514 €	+73,7 %
Impôts locaux par habitant	651 €	621 €	+4,8 %
Frais de personnel par habitant	352 €	306 €	+14,9 %
Investissement par habitant	132 €	491 €	−73,1 %
Taux d'épargne brute	3,3 %	24,5 %	
Capacité de désendettement	31 ans	1,7 ans	

Jumelles : Sallebœuf (33), Lozanne (69), Pompignac (33), Tressange (57), Paradou (13), Montagnat (01), Montgiscard (31), Ennery (57), Saint-Didier-de-Formans (01), Miserey-Salines (25). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	2 178	2 724	+25,1 %	+2,8 %
Dette par habitant	1 273 €	893 €	−29,9 %	−23,6 %
Impôts locaux par habitant	582 €	651 €	+11,9 %	+21,7 %
Frais de personnel par habitant	380 €	352 €	−7,5 %	+22,4 %
Taux d'épargne brute	18,3 %	3,3 %	−15 points	−2,4 points
Capacité de désendettement	5,6 ans	31 ans	+25,4 ans	−0,9 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		1 561 €		2 195 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Saint-Georges-de-Commiers	Comparaison
Habitants (2023)	2 699	+27,9 % depuis 2012 (département : +6 %)
65 ans ou plus (2023)	21 %	département : 19,6 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	0,6 pour 100 habitants	département : 3,6
Salariés du secteur privé (2025)	164	+40,2 % depuis 2015
Élèves des écoles (rentrée 2025)	245	+7 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	116	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

1 190 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 270 emplois, soit 22 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	0,9 %	0,7 %	1,3 %	4,1 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	8,1 %	6,8 %	6,6 %	10,1 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	18,9 %	21,7 %	20,1 %	12,7 %
Professions intermédiaires	28,4 %	28,1 %	26,4 %	15,7 %
Employés	25,2 %	23,7 %	26,1 %	40,8 %
Ouvriers	18,5 %	19 %	19,5 %	16,5 %

Professions les plus exercées par les habitants : Isère (38)

Profession	Habitants (environ)	Part
Ingénieurs et cadres d'études, recherche et développement de l'industrie	11 520	2 %
Aides-soignants	8 290	1,5 %
Secrétaires, employés de la bureautique	8 280	1,5 %
Enseignants titulaires du primaire	8 270	1,5 %
Techniciens d'installation et de maintenance (hors informatique)	7 940	1,4 %
Infirmiers en soins généraux salariés	7 910	1,4 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	7 850	1,4 %
Ouvriers du nettoyage	7 310	1,3 %
Ingénieurs et cadres d'études, de recherche et développement informatique et de production des données	6 770	1,2 %
Ouvriers peu qualifiés de la réception et de l'expédition	6 730	1,2 %
Maîtrise et techniciens des autres services administratifs	6 380	1,1 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	6 220	1,1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Isère (38)) : 35 666 au moins, dont 46,4 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Professionnels de l'animation socioculturelle	1 301	50 %
Vendeurs en habillement et accessoires, articles de luxe, de sport, de loisirs et culturels	1 200	7,7 %
Serveurs de cafés restaurants	1 114	41,9 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	1 091	52,2 %
Agents d'entretien de locaux	1 084	25,9 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	996	45,2 %

Métier	Projets	Difficiles
Artistes (musique, danse, spectacles)	986	6,4 %
Employés de libre service	922	15,5 %
Educateurs spécialisés et autres intervenants socio-éducatifs	800	61,1 %
Aides-soignants	761	75,6 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Saint-Georges-de-Commiers
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	504 k€ pour 5 projets
Par habitant	185 € (communes de même taille : 182 € ; département : 137 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	25,9 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2024	DETR	Renovation energetique du groupe mairie - ecole du bourg	249 440 €
2023	DETR	Amélioration énergétique des écoles et du bâtiment polyvalent	77 147 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.